

Julien Pazzaglia

## ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901  
24, 26 Avenue des Arlucs  
06150 CANNES LA BOCCA

**SIRET : 307 520 437 00038**

\*\*\*\*\*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

Aux membres du Conseil d'administration,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration du 13 juin 2018, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Experts-comptables

34, rue Auguste Gal 06304 Nice cedex 4 – tél. 04 97 08 85 85 – nice@anseble.fr  
Anseble Sodatec – SAS au capital de 240 000 € – RCS Nice 310145891 – code Naf 6920Z  
Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables de Marseille Paca  
Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale d'Aix-Bastia  
Cabinet indépendant membre de l'alliance Eurus et BKR international

Membre  Alliance **eurus**



## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01.01.2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 12 juin 2023

**SAS ANSEMBLE SODATEC**  
Société d'Audit, d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux comptes  
**Julien PAZZAGLIA**  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie d'Aix en Provence

Association Orchestre National de Cannes

24 - 26 Avenue des Arlucs

CS 60006

06156 CANNES LA BOCCA CEDEX

## COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022





# Sommaire

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

<i>Bilan Actif</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>2</i>
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	<i>3</i>
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	<i>4</i>
<i>Annexes</i>	<i>5</i>
<i>Annexe au bilan</i>	<i>6</i>
<i>Règles et méthodes comptables</i>	<i>7</i>
<i>Annexe libre</i>	<i>10</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>11</i>
<i>Amortissements</i>	<i>12</i>
<i>Provisions</i>	<i>13</i>
<i>Créances et Dettes</i>	<i>14</i>
<i>Variations des capitaux propres</i>	<i>15</i>
<i>Charges à payer</i>	<i>16</i>
<i>Produits à recevoir</i>	<i>17</i>
<i>Charges et Produits constatés d'avance</i>	<i>18</i>
<i>Produits et Charges exceptionnels</i>	<i>19</i>



## Bilan Actif

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	45 466	43 466	2 000	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	5 000	4 688	312	538
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	327 809	252 607	75 202	76 273
	Autres immobilisations corporelles	274 797	196 408	78 389	59 459
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	168 012		168 012	181 963
	Autres immobilisations financières	69		69	69
<b>TOTAL (II)</b>		<b>821 154</b>	<b>497 170</b>	<b>323 984</b>	<b>318 302</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	4 532	1 790	2 742	
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 271		2 271	1 320
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients et comptes rattachés	38 381		38 381	30 235
	Autres créances	597 869		597 869	487 417
	Capital souscrit appelé, non versé				
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	203 912		203 912	824 745
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	87 997		87 997	64 813
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>934 962</b>	<b>1 790</b>	<b>933 172</b>	<b>1 408 531</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>		<b>1 756 116</b>	<b>498 960</b>	<b>1 257 156</b>	<b>1 726 833</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an					
(3) dont créances à plus d'un an				200 000	

## Bilan Passif

		31/12/2022	31/12/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	878	878
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	<b>RESERVES</b>		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées	238 359	153 776
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	(297 616)	84 583
	Subventions d'investissement	9 249	
	Provisions réglementées		
	<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(49 130)</b>	<b>239 236</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Provisions	Provisions pour risques	566 466	653 666
	Provisions pour charges	111 162	107 158
	<b>Total des provisions</b>	<b>677 628</b>	<b>760 824</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 408	
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	142 750	207 094
	Dettes fiscales et sociales	481 224	514 678
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)	3 275	5 000
	<b>Total des dettes</b>	<b>628 658</b>	<b>726 772</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 257 156</b>	<b>1 726 833</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(297 615,96)	84 582,91
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	627 250	726 772
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	(3) Dont emprunts participatifs		

## Compte de Résultat 1/2

				31/12/2022	31/12/2021
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	422		422	
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	501 486		501 486	225 227
	Montant net du chiffre d'affaires	501 907		501 907	225 227
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			3 754 985	3 820 008
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			132 334	53 517
	Autres produits			93 020	18 515
	<b>Total des produits d'exploitation (1)</b>			<b>4 482 246</b>	<b>4 117 266</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			3 051	
	Variation de stock			(2 742)	
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			962 930	840 893
	Impôts, taxes et versements assimilés			82 575	69 957
	Salaires et traitements			2 715 716	2 365 680
	Charges sociales du personnel			967 125	722 822
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			29 627	21 570
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions			4 004	226 592
	Autres charges			30 391	16 857
	<b>Total des charges d'exploitation (2)</b>			<b>4 792 677</b>	<b>4 264 371</b>
<b>RES ULTAT D'EXPLOITATION</b>				<b>(310 432)</b>	<b>(147 105)</b>



## Compte de Résultat 2/2

		31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		(310 432)	(147 105)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	1 510	863
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers	1 510	863
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	(5)	5
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	(5)	5
RESULTAT FINANCIER		1 516	858
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(308 916)	(146 247)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	9 549	244 501
	Sur opérations en capital	1 751	7 000
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	11 300	251 501
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		15 677
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		15 677
RESULTAT EXCEPTIONNEL		11 300	235 824
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			4 994
TOTAL DES PRODUITS		4 495 056	4 369 630
TOTAL DES CHARGES		4 792 672	4 285 047
RESULTAT DE L'EXERCICE		(297 616)	84 583
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

## Etats financiers au 31/12/2022

### Annexes



## Annexe au Bilan

**Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :**

- Le bilan de l'exercice présente un total de 1 257 156 euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de 4 495 056 euros
  - un total charges de 4 792 672 euros
  - dégage un résultat de -297 616 euros

L'exercice considéré :

- débute le 01/01/2022
- finit le 31/12/2022
- et a une durée de 12 mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de Association Orchestre National de Cannes avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de Présentation des Comptes Annuels qui lui a été confiée.



## ANNEXE - Élément 1

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par le règlement CRC n°99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, ainsi que du règlement CRC n°99-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général applicables à la clôture de l'exercice.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 257 156 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de **4 495 056 euros** et un total charges de **4 792 672 euros**, dégageant ainsi un résultat de **-297 616 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Il a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés dans le respect du règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 et dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

### Informations générales complémentaires :

L'association est considérée comme exonérée des impôts commerciaux du fait de ses activités et des conditions dans lesquelles ces dernières sont exercées.

**Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'association, lorsque :**

- Cette dernière a reçu une notification d'un organisme financeur,
- Et/ou qu'une convention de financement a été signée entre les parties.

La part non consommée des subventions de fonctionnement affectées est inscrite en fonds dédiés.





## ANNEXE-Élément 1

# Règles et Méthodes Comptables

**Les subventions d'investissement :** par l'analyse des dispositions de la convention de financement ou, à défaut, en prenant en considération les contraintes de fonctionnement de l'association, on relève les subventions ayant servi à financer un bien non renouvelable par l'association (comptes 131-139).

Ces subventions financent des biens qui seront enregistrés à l'actif en immobilisations corporelles, alors que l'association n'a pas d'obligation de renouveler ces biens. Les subvention d'investissement affectées à un bien non renouvelable sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des bien financés.

Le compte de résultat n'est donc pas affecté car il n'est pas utile de dégager un autofinancement pour financer le renouvellement du bien.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Evaluation des amortissements

Conformément au plan comptable, le mode linéaire a été appliqué à défaut d'un mode d'amortissement plus adapté.

Les amortissements pour dépréciation sont donc calculés suivant le mode linéaire.

Les taux les plus couramment appliqués sont les suivants:

Catégorie	Mode	Durée
Dépot de marque et logiciel	Linéaire	1 à 10 ans
Autres immobilisations incorp.	Linéaire	1 à 10 ans
Installation mat. outillages	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel bureau informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

## Règles et Méthodes Comptables

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### Etats Financiers

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement n°99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et le règlement n°2017-03 de l'ANC relatif au plan comptable général.

### Subventions d'exploitation

Le produit est comptabilisé dès notification de la subvention d'exploitation par le financeur.

Si les dépenses prévisionnelles dans le cadre des projets subventionnés ne sont pas engagées en totalité au cours de l'exercice, un produit constaté d'avance est comptabilisé à la clôture.

## Annexe libre

### FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE EN COURS

#### Informations générales complémentaires

Afin que le lecteur de ces comptes puisse avoir un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données :

- Il n'existe pas, pour l'association, de régime de retraite à prestations définies autre que les indemnités de départ à la retraite légales en France. La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 111 162 euros. Cette dernière permet de couvrir, au cours des trois prochains exercices, les indemnités à verser aux salariés faisant valoir leurs droits à la retraite, en application des dispositions légales actuelles.

Au 31/12/2022, Le fonds spécifique pour couvrir les engagements de retraite est valorisé à 203.055 euros. Ce fonds est affecté exclusivement au paiement des indemnités de départ à la retraite.

- La valorisation de la mise à disposition à titre gracieux par la Ville de Cannes des locaux occupés par l'Orchestre National de Cannes se traduit par une valorisation dans la comptabilité de l'association, pour un montant de 123.783 euros.

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Révaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	47 966		2 500			50 466
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	47 966		2 500			50 466
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	319 309		8 500			327 809
	Instal., agencement, aménagement divers	128 810		34 251			163 061
	Matériel de transport	3 200					3 200
	Matériel de bureau, mobilier	104 529		4 007			108 536
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		555 848		46 759			602 607
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	182 032		10 679		24 630	168 081
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	182 032		10 679		24 630	168 081
TOTAL		785 845		59 938		24 630	821 154

## Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
		Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	47 428	727		48 154
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>47 428</b>	<b>727</b>		<b>48 154</b>
<b>CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels	243 037	9 571		252 607
Autres Instal., agencement, aménagement divers	98 069	4 667		102 736
Matériel de transport	3 200			3 200
Matériel de bureau, mobilier	75 810	14 663		90 472
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>420 116</b>	<b>28 900</b>		<b>449 016</b>
<b>TOTAL</b>	<b>467 543</b>	<b>29 627</b>		<b>497 170</b>

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	653 666		87 200	566 466
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	107 158	4 004		111 162
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>760 824</b>	<b>4 004</b>	<b>87 200</b>	<b>677 628</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations : { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	1 790			1 790
	Sur comptes clients				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>1 790</b>			<b>1 790</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>762 614</b>	<b>4 004</b>	<b>87 200</b>	<b>679 418</b>
Dont dotations et reprises : { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			4 004	87 200	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Une provision pour risque de remboursement des aides de l'Etat au titre de l'activité partielle a été constatée, compte tenu de l'incertitude de pouvoir maintenir cette aide en cumul avec la subvention de l'Etat.



## Créances et Dettes

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	168 012		168 012
	Autres immobilisations financières	69		69
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	38 381	38 381	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 925	1 925	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	200 000		200 000
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	166 148	166 148	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	228 725	228 725	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	1 070	1 070	
	Charges constatées d'avances	87 997	87 997	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>892 328</b>	<b>524 247</b>	<b>368 081</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		201 046		
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice		214 997		
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	142 750	142 750		
	Personnel et comptes rattachés	217 667	217 667		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	228 319	228 319		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	6 454	6 454		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	28 784	28 784		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 275	3 275		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>627 250</b>	<b>627 250</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Variations des Capitaux Propres

	Capitaux propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1 <sup>1</sup>	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice <sup>2</sup>	Capitaux propres clôture 31/12/2022
Capital social	878				878
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves	153 776	84 583			238 359
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	84 583	(84 583)		(297 616)	(297 616)
Subventions d'investissement				9 249	9 249
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>239 236</b>			<b>(288 367)</b>	<b>(49 130)</b>

Date de l'assemblée générale

Dividendes attribués

<sup>1</sup> dont dividende provenant du résultat n-1

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 239 236

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 239 236

<sup>2</sup> Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (288 367)



## Charges à payer

		31/12/2022
<b>Total des Charges à payer</b>		<b>254 150</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>38 413</b>
<i>FOURN.FACT.NON PARVENUES</i>	<i>38 413</i>	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>215 737</b>
<i>CONGES A PAYER</i>	<i>106 306</i>	
<i>PRO. ELEMENETS VARIABLES 12. M</i>	<i>53 215</i>	
<i>ORG.SOC.CHARGES A PAYER</i>	<i>42 953</i>	
<i>ETAT AUTRES CH. A PAYER</i>	<i>13 262</i>	



## Produits à recevoir

		31/12/2022
<b>Total des Produits à recevoir</b>		<b>428 725</b>
<b>Autres créances</b>		<b>428 725</b>
AG2R LA MONDIALE	200 000	
SUBVENTIONS A RECEVOIR	5 075	
SUBV. CONSEIL GENERAL	101 250	
SUBV. A REC. CONSEIL REGIONAL	122 400	



## Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2022	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		87 997	3 275
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
<b>TOTAL</b>		<b>87 997</b>	<b>3 275</b>



## Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2022
<b>Total des produits exceptionnels</b>		<b>11 300</b>
<b>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</b>		<b>9 549</b>
<i>AUTRES PROD.EXCEP.GESTION</i>	<i>7 019</i>	
<i>P.DTS EXERCICES ANTERIEURS</i>	<i>2 530</i>	
<b>Produits exceptionnels sur opérations en capital</b>		<b>1 751</b>
<i>SUBVENTION VIREE RESULTAT DE L</i>	<i>1 751</i>	
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>11 300</b>

## **ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901  
24, 26 Avenue des Arlucs  
06150 CANNES LA BOCCA

**SIRET : 307 520 437 00038**

\*\*\*\*\*

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

Aux membres du Conseil d'administration,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration du 13 juin 2018, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Experts-comptables**

34, rue Auguste Gal 06304 Nice cedex 4 – tél. 04 97 08 85 85 – [nice@ensemble.fr](mailto:nice@ensemble.fr)

Ansemble Sodatec – SAS au capital de 240 000 € – RCS Nice 310145891 – code Naf 6920Z

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables de Marseille Paca

Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale d'Aix-Bastia

Cabinet indépendant membre de l'alliance Eurus et BKR international

## **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01.01.2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- 
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 12 juin 2023

**SAS ANSEMBLE SODATEC**  
Société d'Audit d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux comptes

**Julien PAZZAGLIA**

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie d'Aix en Provence